

Référendum européen : dix ans après, les États membres de l'UE la jouent toujours chacun pour soi

Référendum européen : dix ans après, les États membres de l'UE la jouent toujours chacun pour soi

Une tribune de Charles Millon, ancien ministre et membre de l'Avant-Garde, Charles Beigbeder, entrepreneur et membre de l'Avant-Garde, Christian Vanneste, ancien député et membre de l'Avant-Garde et Xavier Lemoine, maire de Montfermeil et membre de l'Avant-Garde.

10 ans après. 10 ans après quoi ? Après la mort de la démocratie française. Le 29 mai 2005 qui, on s'en souvient, avait signé le rejet par une majorité écrasante de Français (54,67%, soit plus de 15 millions de voix) du « traité établissant une constitution pour l'Europe » élaboré sous la houlette de Valéry Giscard d'Estaing, aurait dû ouvrir le millénaire dans la fanfare des peuples libres et souverains, prenant enfin en main leur destin.

Il n'en fut rien. Il en fut tout au contraire : à peine trois ans plus tard, **le président Sarkozy abolissait en un tournemain et en un tour de magie le verbe du peuple, en faisant voter au Congrès le Traité de Lisbonne.**

Chant du cygne que ce référendum, fin de l'Histoire de France, enterrement de première classe d'une nation pluriséculaire, cage dorée pour patrie fatiguée ? Oui, mais seulement si nous le voulons et rendons les armes. Car ces dix années auront au moins prouvé ceci à la face du monde et des eurobéats, que la voie de l'Union technocratique est sans issue. On nous sert l'intégration forcée à coups de réglementations et de décrets pendant que les peuples, grecs mais pas seulement, meurent dans leur économie et aussi dans leur âme.

Cette UE ne sait protéger ni les intérêts de ses peuples, ni ceux de ses entreprises. Elle est ouverte aux quatre vents de la mondialisation et dans son intérieur même, par la pratique du dumping social, elle détruit les économies locales. Cette UE n'a pas de politique extérieure aboutie, ni la voix forte que le monde attend. Cette UE est incapable de trouver une solution humaine et raisonnable à la tragédie des migrants qui traversent la Méditerranée. Cette UE n'est plus un pont civilisationnel mais une bureaucratie opaque qui fait fermenter dans le secret des traités de libre-échange auxquels les élus mêmes des nations qui la composent n'ont pas accès. Bref, cette UE a vitrifié toutes les énergies européennes.

Mais son mal vient de plus loin, et il était déjà patent dans le projet de constitution qui biffait ses racines chrétiennes pour leur préférer les seules Lumières. Son mal est civilisationnel, culturel, tout le monde le sait mais nul n'ose le dire. L'Union européenne s'est édifiée sur des critères techniques, monétaires et juridiques qui ont changé une aspiration commune en une monstrueuse machine. Les patries ne vivent pas d'abstraction, elles vivent de symboles et d'histoire. C'est pourquoi cette Europe n'est aujourd'hui la patrie de personne et ses forces centrifuges se sont remises en marche, témoin la tentation du départ du Royaume-Uni. « *Les peuples sans légende seront condamnés à mourir de froid* », savait le poète.

C'est ce qui nous attend si - et l'anniversaire de cette victoire à la Pyrrhus nous en donne l'occasion -, nous ne refondons pas l'Europe sur sa seule pierre d'angle, qui est son identité culturelle. Dire qui nous sommes non pour nous gargariser nostalgiquement du passé, mais pour savoir où nous allons. Et pour le faire savoir. L'Europe qui fut grande était celle des projets industriels, énergétiques, écologiques transnationaux dans quoi chacun trouvait son compte. L'Europe qui fut grande était celle qui ensemençait le monde de sa mesure, de sa sagesse née du long travail des siècles, **cette Europe 'voie romaine » qu'a décrite Rémi Brague. Cette Europe du souci des plus faibles, cette Europe qui apaisait les douleurs du monde.**

Cette Europe-ci n'a pas besoin de commissaires anonymes, ni de grands banquiers indépendants, ni de juges hors sol. Elle a besoin du génie propre de ses dizaines de patries, accordées dans une même symphonie. C'est en quoi aujourd'hui, fédéralistes ou souverainistes, élèves de Schumann ou de de Gaulle, nous pouvons nous retrouver pour brûler enfin les cous de l'hydre bruxelloise et

reconquérant nos frontières, notre identité, nos économie, **réveiller l'âme commune qui nous fait Européens.**

Atlantico 29/05/2015

Migrants, traiter le problème à la source

Valeurs actuelles 21 mai 2015

« Nous ne pouvons pas héberger toute la misère du monde ».

Evidemment. Personne n'a les capacités de le faire.

S'il est parfois bon de rappeler des évidences, cette lapalissade-ci emprisonne toutes réflexions et tous débats sur le drame de l'immigration clandestine depuis des années.

Des généreux d'un bien qui ne leurs appartient pas aux hâbleurs tartuffes, nos gouvernants surfent sur le sujet, se gardant bien de sortir de cette ligne garante de leurs étiquettes idéologiques périmées.

Ce problème ne peut se poser en ces termes et encore moins se résoudre d'un claquement de doigts.

Ces naufrages nous révoltent tous mais ces embarcations funèbres ne sont pas les premières et risquent de ne pas s'estomper si l'on dédaigne de s'attarder sur les racines de cette tragédie.

Le problème de la sécurité en Méditerranée, avec ses deux rives religieusement opposées, n'est pas neuf. Il est même très ancien.

La colonisation de l'Algérie par la France en 1830 a commencé comme ça, pour détruire enfin la piraterie qui infestait la Mare nostrum depuis des siècles, avec son cortège d'esclaves et de trafics.

Si les termes ne sont pas les mêmes aujourd'hui, et il ne saurait s'agir de recoloniser l'Afrique du nord.

Cependant, les vagues de migrants dont l'intensité a crû ces derniers mois, en partance de Libye principalement et vers les côtes italiennes, reposent avec acuité la question des rapports intra-méditerranéens et, plus loin, celle des rapports de l'Europe avec l'Afrique.

Ce à quoi l'on assiste en Libye, où se conjoignent les intérêts terroristes des djihadistes et les intérêts pécuniaires des passeurs ne représente qu'un déplacement géographique de la vague de migration.

Jusqu'il y a peu, c'était par le Sahara occidental, les Canaries et les enclaves espagnoles au Maroc que débarquaient les clandestins.

Si la situation a changé, c'est outre le chaos libyen unanimement décidé par nos gouvernant, qu'il existe des solutions pour endiguer le flux, au moins localement. Ainsi, dès le début des années 2000, l'Espagne a signé des accords de coopération avec le Maroc et d'autres pays africains du littoral atlantique et mis en place des patrouilles en mer communes.

Un succès : aujourd'hui, il y a moins de 200 migrants par an qui prennent encore cette route de Méditerranée occidentale.

En réalité, si les naufrages nous touchent, les trois quarts des clandestins en Europe arrivent par avion, le plus souvent munis d'un visa. Une fois celui-ci expiré, les personnes restent sur le sol européen. Il y a donc des flux continus, et c'est à leur source même qu'il convient de les tarir.

Deux questions conjointes se posent donc à l'Europe : comment rétablir des structures politiques dans les pays pourvoyeurs de migrants, de façon à y stabiliser les populations ?

Et comment refondre la politique d'accueil de l'Europe même, qui fonctionne aussi comme une pompe aspirante, laissant croire aux migrants qu'ils y gagneront le paradis ?

Certains réclament une politique de défense plus agressive de la part de l'Union européenne, notamment pour bloquer les bateaux dès les ports libyens. Pourquoi pas ?

Mais l'on ne fera que retarder la solution du problème, dont les racines sont bien plus lointaines.

Elles se trouvent en Afrique noire où de fait, l'Europe a abandonné toute politique de coopération cohérente et structurée.

Et un à un, les pays de la bande sahélo-saharienne, depuis le Mali jusqu'à la Somalie, basculent dans le chaos ou sous la botte islamiste.

Partout, faisant fonds sur la fragilité des régimes locaux, les fondamentalistes musulmans utilisent la même technique de terreur, qui consiste à dépeupler à terme les provinces, pour qu'il n'y reste que les musulmans, créant donc les conditions favorables à l'exil vers une terre plus accueillante.

Le terrorisme musulman vient donc se superposer à la pauvreté économique déjà présente dans nombre de ces pays. Et en tous lieux, les chrétiens sont les premières victimes : depuis ces migrants qui auraient été passés par-dessus bord par leurs compagnons d'infortune, au motif qu'ils étaient chrétiens jusqu'à ces Ethiopiens exécutés par Daesh en Libye pour le même motif, après les Coptes qui avaient subi le même sort.

Au Kenya, le 2 avril, le massacre de Garissa est venu confirmer cette triste réalité : les Chebabs venus de Somalie ou recrutés dans la population locale déshéritée ont trié les étudiants, mettant d'un côté les musulmans, de l'autre les chrétiens. Le but est atteint : les chrétiens fuient Garissa. Selon le porte-parole des Chebabs, l'attaque de l'université se justifiait parce que « c'est un plan pour répandre le christianisme et l'infidélité ». Le discours est clair.

Au Niger, une attaque du groupe islamiste Boko Haram samedi 25 avril aurait coûté la vie à une cinquantaine de soldats basés près du lac Tchad.

Au Tchad même, le président pourtant puissant Idriss Déby se montre très inquiet.

Alors qu'il a déjà affaire à la Libye et à Boko Haram, des troubles dans le sud du pays, notoirement dominé par le nord, mais où se trouve le pétrole, ont fait récemment un mort.

Alors que le régime d'Idriss Déby assure un semblant de stabilité dans la région, il serait dramatique qu'une rébellion se déclenche à l'intérieur du pays.

Au Soudan du Sud, depuis un an et demi, une guerre tribale sévit qui plonge le jeune pays dans une situation humanitaire dramatique.

En Erythrée, dont le terrifiant régime, qui ne peut être comparé aujourd'hui qu'à celui de la Corée du nord pour l'usage de la torture, la population sous les armes et la coupure avec le reste du monde, d'après le Haut Commissariat aux réfugiés, ils sont plus de 220.000 à avoir fui depuis 2011, soit 5% de la population. Chaque mois, 3000 jeunes Erythréens, garçons et filles, traversent la frontière éthiopienne.

Un évêque local a récemment parlé de « dépeuplement ».

Ainsi se conjuguent misère, instabilité politique et terrorisme islamique pour mettre à feu et à sang la moitié de l'Afrique.

Il est temps que le monde, et l'Europe au premier rang, s'en préoccupe et prenne les moyens nécessaires avant que la Méditerranée ne devienne la patrie de la misère humaine.

Charles Millon, ancien ministre,

Charles Millon : « Le retour d'un service militaire est impossible »

Charles Millon : « Le retour d'un service militaire est impossible »

INTERVIEW



- Ancien ministre de la Défense de Jacques Chirac (1995-1997), Charles Millon est à l'origine de la suppression du service militaire qui fut entérinée ensuite par la gauche. L'ancien élu de centre-droit évoque le débat autour de la création d'un nouveau service national, demandé par des élus de gauche comme de droite et qui devrait être évoqué par François Hollande jeudi.

Souhaitez-vous le retour d'un service national en France?

Si l'objectif est d'aider à l'éducation des jeunes Français – qu'ils soient d'origine immigrée ou non -, cela doit se passer davantage dans les familles, dans les mouvements d'éducation populaire ou dans les écoles plutôt qu'à travers un service qui serait à reconstituer. L'éducation nationale, en racontant l'histoire de France, doit déjà permettre de renforcer les liens entre les Français et leur pays. Cela me paraît plus sage que d'inventer un système qu'on n'arrivera pas à mettre en œuvre.

Faut-il redonner à cet engagement un caractère militaire?

Ce service ne peut pas être militaire. Cela me paraît difficile à mettre en œuvre, sinon impossible. Et il n'y a plus aucun pays au monde, en dehors de ceux en situation de guerre ou qui ont des régimes totalitaires, qui aient encore un service militaire.

Certains nostalgiques peuvent regretter le brassage social que permettait le service militaire...

Ceux qui disent cela ne connaissent pas le problème. Quand on a supprimé le service militaire, 15% des appelés issus du bas de l'échelle sociale étaient déjà exemptés parce qu'ils ne parlaient pas suffisamment bien français et n'avaient

pas de formation suffisante. Les 15% de l'échelle du haut étaient peu inquiétés car ils pouvaient obtenir des postes importants dans l'armée. Donc le brassage... Je dis cela d'autant plus qu'à l'époque où j'ai été nommé ministre de la Défense, j'étais très favorable à la conscription. Mais après trois mois de travail, on a constaté que le service militaire coûtait extrêmement cher et qu'il faisait obstacle à la mise en œuvre d'une armée professionnelle.

« La France a la maladie de vouloir toujours instaurer quelque chose d'unique »

Cette réforme a-t-elle été difficile à mener?

Non. Mais on aurait voulu mettre en place une plus grande réserve militaire, de plusieurs centaines de milliers de personnes, comme aux Etats-Unis. On aurait également espéré qu'un service civique puisse se développer parallèlement mais avec le changement de gouvernement en 1997, cela n'a pas été possible.

Faut-il néanmoins aller plus loin que le service civique en place depuis 2010?

Le service civique peut avoir des formes extrêmement multiples. Il y a des dizaines, des centaines, des milliers d'initiatives qui peuvent être prises. On peut nettoyer les forêts ou réhabiliter des vieux bâtiments. Certains préféreront rester dans leur village, d'autres aller à l'étranger. Que l'Etat permette aux jeunes de poursuivre un idéal et que la collectivité publique crée les conditions pour porter cela me paraîtrait plus intelligent.

Doit-on rendre ce service obligatoire?

C'est impossible! S'il était obligatoire, quelles seraient les sanctions infligées à ceux qui ne le font pas? Allons-nous les mettre en prison? Ce serait aberrant. Même les différents responsables associatifs ne voudraient pas de jeunes qui viennent travailler contre leur gré.

Faut-il indemniser ce service?

Il faut voir cela au cas par cas. Certains voudront être indemnisés pour préparer la suite de leurs études, d'autres préféreront vivre la pure aventure et ne rechercheront pas forcément une rémunération. La France a la maladie de vouloir toujours instaurer quelque chose d'unique, uniformisé à tous et qui s'avérera en fait inadapté à 95% des personnes.

Arnaud Focraud - leJDD.fr

mercredi 04 février 2015

« Charlie »: école, service militaire... Il n'y pas de solution miracle. Il faut tout revoir


D'autres - comme Charles Millon - s'opposent à ce retour du service national, arguant, dans une interview donnée au Figaro.fr, que la France, tout comme la grande majorité des autres pays démocratiques, n'a plus d'armée de conscription mais une armée de métier, le plus souvent appelée sur des opérations extérieures, ces fameuses « opex » au mali, en Afghanistan ou ailleurs.

Millon rappelant aussi l'hypocrisie d'un système qui épargnait les « 15 % de jeunes d'origine étrangère », « les 15% de planqués du haut » et les 70% restants qui faisaient tout pour être exemptés, planqués ou tout au moins le plus près possible de chez papa-maman.


Charles Millon, ministre de la Défense à l'époque de la suppression du service militaire obligatoire, conclue que ce n'est pas à l'armée de faire le boulot de l'école ni aux militaires de servir d'éducateurs spécialisés et qu'on « ne peut pas croire qu'en augmentant le nombre de soldats, on va gonfler le patriotisme français ». Il propose plutôt une armée de réserve élargie sur la base du volontariat et le subventionnement des mouvements d'éducation populaire.

« Tous ces jeunes qui cherchent des ‘petits boulots’ pendant l’été, envoyons-les nettoyer les forêts, restaurer les monuments historiques en ruines, ou partir à l’étranger faire du co-développement ! »

Publié le 20-01-2015 à 16h16 – L’obs le plus

 <http://leplus.nouvelobs.com/.../1309186-charlie-ecole-service...>



 « Charlie »: école, service militaire... Il n’y pas de solution miracle. Il faut tout revoir

LE PLUS. Depuis l’attentat de « Charlie Hebdo » et la prise d’otages de la Porte de Vincennes, faute de coupables à juger, tout le monde s’empresse d’en chercher....

leplus.nouvelobs.com|Par Dom Bochel Guégan

Charles Millon : « L’armée n’a pas pour vocation de remplacer l’école »

Charles Millon : « L’armée n’a pas pour vocation de remplacer l’école »

Par Eugénie Bastié

▪ Publié le 19/01/2015 à 14:07



Ministre de la Défense à l'époque de la suppression du service militaire obligatoire, Charles Millon analyse la possibilité du rétablissement d'un service national, prôné à l'heure actuelle par certains responsables politiques.

LE FIGARO: Lorsque vous étiez ministre de la Défense en 1997, vous étiez en charge du dossier de la réforme du service national. Vous avez prôné sa suppression, qui a eu lieu. Pourquoi?

CHARLES MILLON: Quand j'ai été nommé ministre au début, j'étais favorable à la conscription. C'est après trois mois d'études à la demande de Jacques Chirac que je me suis rendu compte que cette position était intenable, financièrement, et opérationnellement parlant. Nous sommes passés d'une armée de conscription à une armée professionnelle. Aujourd'hui, une armée de conscription serait inutile à la France pour faire face à ses engagements militaires. Ceux qui veulent être convaincus de la nécessité de cette réforme n'ont qu'à regarder toutes les opérations extérieures dans laquelle l'armée française est engagée aujourd'hui: au Mali, au Niger, contre l'État islamique en Syrie, nous avons besoin d'une armée réactive à la pointe des techniques les plus sophistiquées, qui soit capable par sa formation professionnelle et technique de répondre à une guerre de plus en plus asymétrique. La deuxième raison, c'est bien évidemment le coût. A une époque où l'on parle d'une réduction des dépenses dans tous les secteurs, où ira-t-on prendre l'argent nécessaire?

Certains vantent pourtant la «mixité sociale» qu'on trouvait dans les casernes. Le service militaire ne permettait-il pas aussi de forger l'unité nationale?

A l'époque où l'on envisageait la suppression du service national, la mixité sociale avait déjà totalement disparu. Le «bas» était réformé, car 15% des jeunes étaient exemptés parce qu'ils étaient d'origine étrangère, qu'ils ne parlaient pas français, et que l'armée française n'avait pas les éducateurs pour intégrer ces jeunes. Il y avait aussi les 15% de «planqués» du haut, et les 70% autres avaient une affectation rapprochée et effectuaient un service militaire mixte entre leurs familles et la caserne. Les jeunes ne pensaient qu'à une seule chose: la quille.

L'armée n'est pas un idéal, c'est un moyen au service d'un idéal. On ne peut pas croire qu'en augmentant le nombre de soldats, on va gonfler le patriotisme français. Le rétablissement du service militaire est une idée sortie du carquois sous le coup de l'émotion, qui mériterait d'être davantage réfléchie.

On ne peut pas avoir les moyens d'être à la fois une armée de combat et un centre éducatif. On ne va pas transformer l'armée en grand camp scout !

Charles Millon

D'aucuns réclament son rétablissement, ou du moins l'instauration d'un «service civique obligatoire». Cela vous paraît-il réalisable?

La réponse du service militaire est inadaptée à la crise que traverse notre pays. Il n'y a plus aucune armée de conscription dans les démocraties libérales, hormis Israël qui est en état de guerre. Le problème n'est pas militaire, il est éducatif, et l'armée n'a pas pour vocation de remplacer l'école, elle ne peut pas avoir la charge d'encadrer la jeunesse de France. On ne peut pas avoir les moyens d'être à la fois une armée de combat et un centre éducatif. On ne va pas transformer l'armée en grand camp scout!

Le problème du service civique, c'est le coût. Qui va encadrer ces jeunes? Demandez aux militaires qui ont consacré leurs vies à ce métier s'ils ont envie de devenir éducateurs spécialisés!

Alors, quelle serait la solution pour répondre à la soif d'engagement des jeunes Français?

Une des solutions, qu'on avait proposées à l'époque, serait d'avoir une armée de réserve élargie sur la base du volontariat. Avant le service militaire, il y a les lieux d'éducation: la famille, l'école, et les mouvements d'éducation populaire, type scoutisme. L'autre solution serait donc de développer ces mouvements d'éducation populaire, de les subventionner en masse. Tous ces jeunes qui cherchent des «petits boulots» pendant l'été, envoyons-les nettoyer les forêts, restaurer les monuments historiques en ruines, ou partir à l'étranger faire du co-développement!


**Charles Millon a été ministre de la Défense du gouvernement Alain Juppé, de 1995 à 1997.*

Service militaire obligatoire: Un serpent de mer qui a peu de chance d'aboutir

Service militaire obligatoire: Un serpent de mer qui a peu de chance d'aboutir
Des élus de tout bord voient dans le retour de la conscription l'une des solutions à la crise que traverse le pays...
20 minutes 19.01.2015 à 18:28

«Problème qui n'est pas militaire, mais éducatif»

Ministre de la Défense à l'époque de la suspension du service militaire, Charles Millon explique lui aussi l'«inutilité» d'appelés. «La réponse du service militaire est inadaptée à la crise que traverse notre pays», explique-t-il au Figaro. «Le problème n'est pas militaire, il est éducatif, et l'armée n'a pas pour vocation de remplacer l'école, elle ne peut pas avoir la charge d'encadrer la jeunesse de France», estime l'ancien ministre du président Chirac. L'école ou l'armée, telle est donc la question.

 <http://www.20minutes.fr/.../1520631-20150119-service-militair...>



www.20minutes.fr

20minutes.fr

Politique familiale : Monsieur le Président, faites comme Lionel Jospin !

Politique familiale : Monsieur le Président, faites comme Lionel Jospin !

Alors que Les Familles Plumées appellent à se mobiliser ce week-end partout en France et qu'un sondage Ifop montre que 83% des Français sont contre la politique familiale, la réforme du congé parental et la mise sous condition de ressource des allocations, des membres du collectif demandent à François Hollande de faire marche arrière.

Il ne faut jamais ignorer l'Histoire. Certes, les événements se reproduisent rarement à l'identique mais les mêmes causes produisent les mêmes effets. Et les Français finissent par avoir raison des injustices qu'un gouvernement incapable de se réformer leur inflige.

Dans son discours de politique générale en juin 1997, Lionel Jospin avait annoncé un plafonnement des allocations familiales : *« Afin de rendre plus juste et plus efficace notre système d'aide aux familles et d'en réserver le bénéfice à celles qui en ont effectivement besoin, les allocations familiales seront placées sous condition de ressources inférieures à 25 000 F par foyer »* (3 800€).

Un an plus tard, le 12 juin 1998, il déclare renoncer à une mesure qui coalise contre lui la plupart des Français, y compris dans son propre camp : « *L'attachement de beaucoup, notamment au sein du mouvement familial, au principe d'universalité des allocations familiales est tel qu'il a provoqué un raidissement de leur part et une opposition à cette mesure...* ». Et d'expliquer aux députés socialistes qui y voyaient une capitulation : « *Je ne prends pas à mon compte l'argument selon lequel un gouvernement ne peut pas revenir sur ses décisions* ».

Quinze années plus tard, François Hollande n'a pas l'air de se souvenir de cet épisode qui avait vu la CGT et les communistes se désolidariser du gouvernement pour unir leur protestation à celle de l'opposition, Martine Aubry réclamer l'abandon d'une réforme qu'elle avait elle-même défendue et Lionel Jospin s'isoler de plus en plus face à la grogne des familles et des contribuables.

Car, non content d'abaisser à deux reprises le plafond du quotient familial, le portant d'abord à 2 000€ en 2013 contre 2 336€ en 2012, puis à 1 500€ en 2014, François Hollande, dont la popularité est loin d'égaler celle de Lionel Jospin en 1998, souhaite cumuler ces mesures déjà discriminatoires avec la modulation des allocations familiales en fonction des revenus, rompant ainsi le pacte national qui prévalait sur cette question depuis 1945. En fait de modulation, il s'agit surtout d'une diminution car en aucun cas les sommes ôtées aux uns ne seront données aux autres.

De plus, les familles doivent encaisser toute une série de mesures injustes dont la dernière en date est la réforme du congé parental. Sous le prétexte hypocrite de garantir l'égalité hommes-femmes, le gouvernement s'immisce en effet dans la vie privée des familles au point d'abaisser d'une année le congé des mères si leur conjoint ne le partage pas avec elles. Un moyen de réaliser des économies à bon marché en se drapant dans des principes qui ne dupent personne.

Quant aux contribuables, ils ne peuvent que constater que l'impôt n'a cessé de s'alourdir depuis deux ans et ils ne font plus confiance à François Hollande quand il annonce une pause fiscale en 2013 ou la fin de toute augmentation supplémentaire des impôts en 2015. Le ras-le-bol fiscal est général et le consentement à l'impôt sérieusement entamé. Comment accepter la suppression de la première tranche d'imposition sur le revenu alors que le gouvernement accroît la progressivité de l'impôt en modulant les allocations, faisant ainsi peser celui-ci sur un nombre de contribuables toujours plus restreint.

La coupe est pleine et elle va déborder. Les familles et les contribuables ne peuvent accepter d'être les victimes de la mauvaise gestion de François Hollande, incapable de faire les économies réellement nécessaires à la réduction de notre déficit public. Ils ne supportent plus d'être les vaches à lait d'un socialisme archaïque qui ne raisonne qu'en termes d'emplois aidés et d'un État obèse qui n'arrive pas à maigrir.

C'est désormais le temps de l'union des familles et des contribuables. Partout en France, ils manifesteront dimanche 23 novembre sous les couleurs des « familles plumées », un collectif qui réunit familles et contribuables pour la défense d'une authentique politique familiale. Dans l'histoire des révolutions, la révolte fiscale cache souvent d'autres mobiles plus profonds. Elle n'est en général que la face émergée de l'iceberg de la contestation mais elle comporte ce caractère d'immédiateté qui permet de coaliser les mécontentements et de faire reculer le gouvernement.

Les sénateurs nous ont donné l'exemple vendredi dernier en portant le fer à l'hémicycle, obtenant ainsi la suppression de la « loi scélérate » adoptée en première lecture par l'Assemblée. Il revient désormais aux familles plumées de transformer l'essai dans la rue et de faire plier le gouvernement. La victoire est à ce prix.

Charles Beigbeder, entrepreneur et élu de Paris,

Charles Millon, ancien ministre,

Ludovine de La Rochère, présidente de *La Manif pour Tous*,

Serge Federbusch, président du Parti des Libertés,

Jean-Philippe Delsol, avocat et président de l'IREF (Institut de Recherches Économiques et Fiscales)

Claude Garrec, président de *Contribuables Associés*,

Julie Graziani, porte-parole du collectif *Ensemble pour le bien commun*,

Thibaud de Bernis, président du Cercle Charles Péguy de Paris.

Atlantico le 22/11/2014

Charles Millon : «Quelque part, nous posions les prémices de ce qu'aurait pu être l'UMP»

Charles Millon : «Quelque part, nous posions les prémices de ce qu'aurait pu être l'UMP»

Les rénovateurs, 25 ans après (2/5). En 1989, douze jeunes députés se rebellent et veulent tourner la page Chirac et Giscard. Quand les «douze salopards» se souviennent...



Charles Millon Sipa

Publié le mardi 15 juillet 2014 à 10h55 - Mis à jour le dimanche 20 juillet 2014 à 11h00

Par Ludovic Vigogne, Journaliste

Les faits - Imaginez Baroin, NKM, Bertrand, Wauquiez, Le Maire... s'associer et appeler au retrait de Sarkozy, Juppé et Fillon! En 1989, six députés RPR (Philippe Séguin, Michel Noir, François Fillon, Alain Carignon, Michel Barnier, Etienne Pinte) et six UDF (Dominique Baudis, François Bayrou, Charles Millon, Philippe de Villiers, Bernard Bosson, François d'Aubert) ont cette audace. Ils s'opposent à ce que Valéry Giscard d'Estaing conduise, avec l'appui de Jacques Chirac, la liste RPR-UDF aux européennes de juin. Ils proposent de monter une liste de jeunes. Pendant trois semaines, la droite sera en feu et les rénovateurs capituleront...

L'aventure des rénovateurs reste-t-elle pour vous un bon souvenir ?

Cela fait partie des meilleurs de toute ma vie politique. Notre mouvement a correspondu à une attente incroyable de l'opinion. Nous sortions d'une concurrence sans merci entre Jacques Chirac et Raymond Barre lors de la présidentielle de 1988, donc entre le RPR et l'UDF. Nous avons touché les limites

de cette compétition, qui ne tournait plus autour d'aucune idée, et n'était plus que des rivalités d'hommes. Nous étions effondrés de voir que nos grands leaders ne tiraient aucune conséquence de leurs défaites. Au fond cela s'approche étrangement de ce qui se passe à droite aujourd'hui. Ne faudrait-il pas en tirer la leçon et appliquer en France la règle en pratique dans les grandes démocraties (Grande Bretagne, Allemagne, Etats-Unies) : le retrait de la vie publique des gouvernants qui ont subi une défaite électorale nationale. A ce jour seul Lionel Jospin s'est imposé cette règle.

C'est vous qui avez allumé la mèche avec une interview dans Libération le 28 mars 1989, où vous appeliez la «nouvelle génération» à se lancer aux européennes...

J'ai écrit ce que ressentait toute ma génération sans qu'elle n'ose le dire. Cela a provoqué un électrochoc. J'ai reçu des dizaines et des dizaines de coups de fil. On a alors constitué ce groupe des douze députés, moitié RPR, moitié UDF. Dans notre tête, cela préfigurait l'émergence d'une grande formation de toute la droite. Quelque part, nous posions les prémices de ce qu'aurait pu être l'UMP ! Mes liens personnels avec plusieurs d'entre eux et l'appel dans Libération m'ont mis tout naturellement au cœur des opérations. Avec Philippe Séguin, nous étions intimes. Nous passions même des vacances ensemble. En 1981, on avait déjà créé le Cercle, un groupe de députés UDF et RPR, pour mener la bataille parlementaire contre le nouveau pouvoir socialiste. Une initiative si réussie et si efficace que Chirac et Barre ont tout fait pour la torpiller.

Pourquoi cela n'a pas marché ?

C'était une réaction générationnelle qui n'était pas fondée sur une même analyse. Les clivages idéologiques (bonapartistes vs orléanistes, souverainistes vs fédéralistes...) sont réapparus tout doucement. Nous avions plus réfléchi sur les structures, les méthodes que sur le fond. Les vieux démons de la politique ont resurgi. Il y avait une mini-concurrence entre nous, entre Philippe Séguin et Michel Noir surtout. Philippe Séguin a de plus négocié son retour au bercail en passant un accord avec Chirac. Quant à moi, j'ai fait l'erreur d'être trop timoré. Nombreux me poussait à être tête de liste. Je me suis effacé au profit notamment de Dominique Baudis, dont le métier de journaliste nous paraissait un gage de réussite de l'opération. Hélas s'il a crevé l'écran, il n'a pas tenu face à la machine des parties. Quel dommage ! Quelques jours après notre désistement qui marqua la fin de l'aventure des rénovateurs, j'accueillais, en tant que président de la Région Rhône-Alpes, François Mitterrand à Val d'Isère. Celui-ci m'a dit : «Vous avez fait une erreur. Vous faisiez une liste, vous créiez l'événement politique le plus important de ces 20 dernières années !» Il avait raison. Les sondages nous mettaient entre 18 et 20%. Notre erreur est de ne pas être allé au bout.

Qui, de Valéry Giscard d'Estaing ou de Jacques Chirac, a eu votre peau ?

C'est Chirac qui a été le plus féroce. Quelque part, Giscard comprenait ce que

nous faisons. Je ne dis pas qu'il était pour, mais il était conscient qu'il fallait prendre en compte notre génération. C'est pour cela qu'il m'a poussé quelques mois plus tard à être candidat à la présidence du groupe UDF à l'Assemblée nationale face à Léotard. J'ai gagné. Giscard a aussi nommé François Bayrou secrétaire général de l'UDF. En fait, il regrettait de ne pas avoir vingt ans de moins ! Chirac lui a été sans pitié à l'encontre de tous ceux qui ont fait partie de l'aventure. Il estimait que notre succès pourrait empêcher sa candidature en 1995. Et pourtant, ironie de l'histoire, ce sont les rénovateurs qui lui ont permis de gagner en 1995 : Séguin et moi !

Dans cette aventure folle, qui a été le plus solide ?

François Bayrou s'est révélé très tenace. Il n'a pas accepté la trahison de Séguin.

Et qui a flanché ?

Séguin, je le répète. Et pourtant, c'est comme cela qu'il a été élu président de l'Assemblée nationale en 1993. En grande partie grâce aux rénovateurs, son capital sympathie dépassait le seul RPR.

Quel a été le rôle d'un autre ténor UDF de l'époque, François Léotard, resté en dehors ?

Il était furieusement vexé que cela se fasse sans lui. Le renouveau, la modernité, c'était son fond de commerce. Mais ce n'était qu'un homme de médias. Il a par la suite tenté de lancer des rénovateurs concurrents. Un flop.

Dans quel état jugez-vous la droite aujourd'hui ?

Calamiteux. Tant qu'elle n'aura pas ses références et ses idées claires, elle continuera à s'autodétruire dans des querelles de personnes, de fric. Elle a besoin d'une profonde refondation intellectuelle. Elle a aussi besoin de former des cadres. Elle n'en a plus. Elle se contente trop souvent d'adouber des individualités, de les mettre en place ; cela se termine régulièrement dans l'opportunisme et l'arrivisme. La seule période où elle ne l'a pas fait, c'est au lendemain de la deuxième guerre lorsque le MRP et le CNI ont vu arriver les militants de la JAC (Jeunesse Agricole Catholique) ayant une excellente formation civique et sociale. Enfin, dernière erreur, la droite estime que le pouvoir lui est dû, alors que la gauche pense qu'il est à conquérir.

Trouvez-vous dans la jeune génération des tempéraments comme les vôtres ?

Aujourd'hui, dans les partis, ils sont assez individualistes. C'est une grande différence avec nous qui chassions en bande ; c'est toujours ce que j'ai aimé dans la politique. Eux ne pensent qu'à la présidentielle, ça les rend fous. C'est pourquoi je suis opposé à l'élection du président au suffrage universel direct. C'est le talon d'Achille de la Ve République. Notre régime est une fausse monarchie : nous en avons les défauts sans les aspects positifs. Mais il y a de vrais signes d'espoir portés par ses nouveaux non-conformistes, ses «jeunes insoumis» qui ont créé des cercles de réflexion, des think tanks, des courants dans les partis. L'époque n'est

plus à la rénovation, elle est à la refondation, tant sur le plan moral qu'institutionnel. Il est urgent qu'un groupe de jeunes leaders se lève pour dire à leurs aînés «ça suffit». Les Français en ont assez des hommes politiques qui, après s'être déconsidérés dans des affaires financières, après avoir accumulé échec sur échec dans la conduite des affaires du pays, essayent de revenir comme hommes providentiels. Le temps n'est-il pas venu d'organiser les formations politiques à partir des territoires plutôt que de continuer à le faire à partir de formations parisiennes vermoulues ?

La politique vous manque ?

Oui, bien sûr, elle me manquera toujours. C'est ma vie. Aujourd'hui j'en fais d'une autre façon et j'essaye de transmettre cette passion. Ainsi, une nouvelle équipe municipale vient de s'installer à Belley, la ville dont j'ai longtemps été maire. Pendant deux ans, je l'ai aidée.

Vous avez des regrets ?

Oui. Comme tout le monde, je ne referai pas de la même manière ce que j'ai vécu. On fait tous des erreurs. Par exemple, j'ai trop cumulé. En 1986, j'ai également refusé d'être ministre dans le gouvernement Chirac parce Raymond Barre disait qu'il ne fallait pas cohabiter. J'aurais dû accepter. En 1998, pour la présidence du conseil régional de Rhône-Alpes, je n'ai pas été assez rusé. Il aurait suffi que je fasse élire le doyen des élus à la présidence et attendre que la tempête se calme. J'ai crû que la clarté et la droiture suffisait ; il fallait en plus la ruse pour ne pas tomber dans le piège tendu par la gauche et le politiquement correct.

Europe : un enjeu de civilisation

Europe : un enjeu de civilisation

Par Charles Millon

- Mis à jour le 17/04/2014 à 09:36
- Publié le 16/04/2014 à 12:30



FIGAROVOX/TRIBUNE : A l'approche des européennes, l'ancien ministre Charles Millon nous livre sa vision de l'Europe. Celle-ci, avant d'être un espace politique ou marchand, doit renouer avec ses fondements civilisationnels.

Charles Millon a été ministre de la Défense du gouvernement Alain Juppé, de 1995 à 1997.

La corruption des meilleurs engendre le pire, comme le savaient les Anciens. C'est peut-être ce qui menace le monde aujourd'hui si l'Europe ne se reprend pas. Je veux parler ici de la véritable Europe, non du monstre hybride de Bruxelles moitié techno moitié despote éclairé qui entend régler la vie de chaque citoyen dans chaque détail. Et qui dans le même temps est incapable d'assurer la protection de ses membres, de s'asseoir seule, comme une grande, à la table des négociations avec la Russie, ni même d'organiser la projection de troupes pour soutenir l'armée française en Centrafrique.

Cette impuissance a des causes profondes, qui sont nées de la trahison du projet européen originel. J'ai longtemps appartenu à cette famille politique proche de la démocratie-chrétienne, celle qui a posé les premiers fondements de l'Europe au lendemain de la guerre, espérant la vacciner à jamais contre le moloch national-

socialiste et la retenir face aux sirènes communistes. C'est peu de dire que cette famille a disparu du paysage politique en France. Mais ses idées demeurent et elles sont révolutionnaires comme seule la tradition sait l'être.

Dans la grande bataille en cours qui verra l'Europe ou disparaître sous les traits d'un hypermarché sans identité, vassalisé encore plus par un Traité transatlantique que l'on négocie secrètement, ou recouvrer son identité, les grands partis dits de gouvernement ne seront d'aucun secours. Ils vont répétant leurs discours sur l'élargissement et l'intégration, gestionnaires du désastre.

Ailleurs, on va nous parler d'immigration, de surveillance des frontières ou de sortie de l'euro: de graves sujets qui touchent en effet profondément les populations d'Europe, et d'abord les plus pauvres. Mais ce sont des causes secondes et ceux qui les évoquent se gardent bien d'évoquer les causes premières: l'oubli des fondements propres de l'Europe. Le Front national nouvelle manière a non seulement conservé ses anciennes incohérences économiques mais y a ajouté l'oubli des racines spirituelles, intellectuelles, artistiques et religieuses de l'Europe.

La question n'est pas de nature économique: sur ce plan l'Europe est parvenue à organiser un grand marché unique même si cela s'est fait en ignorant trop souvent la vraie vie de l'homme, ses communautés immédiates de travail, de famille, d'ancrage local, de croyances, de culture, et d'amitié.

Nous ne voulons pas de cette Europe de la consommation, de la technique, de cette Europe des robots dont parlait Bernanos.

Nous ne sommes plus aujourd'hui confrontés à un problème de gouvernement, mais à un problème de l'existence humaine elle-même. C'est un vrai changement de civilisation qui est en cours.

Parce que compte tenu de la financiarisation de l'économie et de la compétition sans pitié entre les grands groupes, le travail est devenu progressivement la variable d'ajustement des restructurations d'entreprises.

Parce que dans un climat dominé par le matérialisme et le scientisme, la personne humaine devient l'objet d'expériences pour poursuivre la dernière des utopies: suppression de la différence homme/femme, volonté de créer des enfants de

toutes pièces, eugénisme...

L'Europe est le creuset où se sont forgées deux valeurs fondamentales : la dignité de la personne et la liberté politique. Ces valeurs, nous avons le devoir de les affirmer contre la folie du monde.

Parce que la personne humaine est devenue seconde ontologiquement par rapport à une nature qui a été déifiée.

Nous ne voulons pas de cette Europe de la consommation, de la technique, de cette Europe des robots dont parlait Bernanos.

A nous de trouver les moyens d'y résister. Européens, la civilisation est ce qui nous rassemble. Et pas n'importe laquelle: la civilisation européenne est la seule civilisation qui soit un jour effectivement devenue universelle. Car elle se fonde sur cette croyance que tous les hommes sont égaux en dignité quels que soient leurs origines, leurs races, leurs nations, leurs religions, leurs handicaps. Elle se réfère à une culture de vie et d'espérance. L'Europe est le creuset où se sont forgées deux valeurs fondamentales: la dignité de la personne et la liberté politique. Valeurs inventées par les Antiques et le christianisme et laïcisées par l'idéal révolutionnaire à travers toute l'Europe d'est en ouest. Ces valeurs, nous avons le devoir de les affirmer contre la folie du monde.

Le retour de Charles Millon

Le retour de Charles Millon

Par : valeursactuelles.com

Come-back. Ex-ministre de la Défense et ex-député UDF, **Charles Millon** fait un discret retour sur la scène politique.

Le 7 mars, il soutiendra une liste UMP-CNIP à Bourg-de-Péage (Drôme) lors d'une

réunion publique, aux côtés du député UMP du cru **Patrick Labaune**, membre de la Droite populaire. D'autres réunions sont programmées.